



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE AIGUES MORTES

**Réf : ARR/2019/118/8.3**

**Objet :**

ALIGNEMENT INDIVIDUEL AU DROIT DE LA PROPRIETE DE LA SAS FLEUR DE SEL, SE SUBSTITUANT A LA SOCIETE VINCI IMMOBILIER PROMOTION (DETENTEUR D'UNE PROMESSE DE VENTE CONSENTIE PAR MME NICOLE VILA EPOUSE GUIN, PROPRIETAIRE REEL OU BIEN CONCERNE) DE LA PARCELLE AK 340 PROVENANT DE LA DIVISION DE LA PARCELLE CADASTREE AK 100 LIEU-DIT « LES BOUDRES » SIS CHEMIN DE TROUCHE ET RUE ST VINCENT DE PAUL.

**Le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,**

Vu la demande établie en date du 10 juillet 2014 par laquelle la Société VINCI IMMOBILIER PROMOTION sollicite un arrêté individuel d'alignement délivré le 31 juillet 2014 sous le n° 2014-372, et renouvelé le 11 Janvier 2018 sous le n° 2018-4.8.3 délivré par Monsieur le Maire d'Aigues-Mortes, établi par la STE RELIEF GE – AIGUES-MORTES, représentée par M. Gérard POUJOL Géomètre Expert, pour la parcelle AK 100, sis chemin de TROUCHE et rue St Vincent de Paul, 30220 à AIGUES-MORTES.

Vu le décret du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques aux alignements et à la surveillance des voies communales,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu l'ordonnance N°59-115 du 7 janvier 1959 relatif à la Voirie des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.7 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,

Vu les articles L 112.1 (modifié par la loi N°2010-788 du 12 juillet 2010 – art. 242) à R 112-1 à R 112-3 du Code de la Voirie Routière, relatifs aux dispositions des Communes aux voies du domaine public routier,

Vu le code Rural, notamment ses articles 161-12 et suivants,

Vu le code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu l'état des lieux.

**ARRETE**

**Article 1 : ALIGNEMENT**

L'alignement de la voie affectée à l'usage public : Chemin de TROUCHE (en partie, en son état actuel) et Rue St Vincent de PAUL (en son état actuel dans sa partie Nord) au droit de la propriété de la SAS FLEUR DE SEL se substituant à la Sté VINCI IMMOBILIER PROMOTION est demeurée propriétaire d'une bande de terrain située en limite de son programme immobilier et constituant, de fait, une partie de la rue St Vincent de PAUL, et du chemin de TROUCHE cadastrée section AK N° 340 pour (12 a 31 ca).

Cette parcelle cadastrée AK N° 340 provient de la division de la parcelle cadastrée AK N° 100 lieu-dit « Les BOUDRES » pour (1ha 11a 70 ca) qui a fait suite à la délivrance le 31 juillet 2014, d'un arrêt individuel d'alignement délivré par Monsieur le Maire d'Aigues-Mortes au profit de la Sté VINCI IMMOBILIER PROMOTION sous le n° 2014-372, et renouvelé le 11 janvier 2018.

Le bien est défini suivant les limites de fait, représenté par l'assiette de l'ouvrage routier ou viaire, y compris ses annexes si il y a lieu, matérialisé sur les plans (procès-verbal) annexés au présent arrêté et établis par la STE RELIEF GE-AIGUES-MORTES, Mr. Gérard POUJOL, géomètre expert, le 23 novembre 2016.

## Article 2 : RESPONSABILITE

Les droits des tiers restent et demeurent expressément réservés.

De plus, il est rappelé que la particularité de la commune d'Aigues - Mortes, en matière d'assainissement et d'eaux pluviales, passe par un réseau complexe de fossés, de roubines et de canaux. Il est donc indispensable de maintenir en l'état et d'entretenir les éléments existants de ce réseau, si tel est le cas.

Si des dégradations sont apportées aux voies à l'occasion de travaux, leur remise en état sera effectuée par et la charge du maître d'ouvrage selon les modalités d'exécution fixées par la Commune.

## Article 3 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de procéder aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'Urbanisme, notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

## Article 4 : FORMALITES

Si des travaux en limite de voies sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin, tout en respectant les modalités de l'alignement défini à l'article 1 sur la base des éléments existants à la date de la délivrance du présent arrêté.

## Article 5 : VALIDITE ET RENOUELEMENT

Le présent arrêté devra être utilisé dans un délai d'un AN à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Il n'est en aucun cas créateur de droit et peut être retiré à tout moment.

## Article 6 : AFFICHAGE

Le présent arrêté sera affiché conformément à la réglementation en vigueur sur la commune d'Aigues Mortes. *Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie d'Aigues Mortes.*

## Article 7 : REGLEMENTATION GENERALE

Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie, Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de faire respecter le présent arrêté et une copie sera notifiée au demandeur.

## Article 8 : RECOURS

La signalisation temporaire réglementaire découlant des prescriptions énoncées ci-dessus sera Conformément à l'article R-102 du code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes – 16 avenue FEUCHERES 30941 NIMES cedex 9 – Tel : 04 66 27 37 00 – dans un délai de DEUX mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Aigues-Mortes, le 21 février 2019

Le Maire,  
Pierre MAUMEJEAN



### **Arrêté transmis :**

- Pour exécution à :
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
- Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale,
- Monsieur l'Adjoint au Maire délégué à l'environnement,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux.